

Cahier des charges pour un projet de blindage d'un véhicule destiné aux déplacements de la Direction Exécutive de Zanmi Lasante.

Réf AO: [ZL_07-01-25BV-Cross Site/PIH](#)

A – PÉRIMÈTRE DU PROJET

Zanmi Lasante est une organisation non gouvernementale haïtienne à but non lucratif, œuvrant depuis plusieurs décennies dans le domaine de la santé publique et communautaire en Haïti. En partenariat stratégique avec l'organisation internationale Partners In Health (PIH), Zanmi Lasante met en œuvre des programmes médicaux, sociaux et communautaires visant à garantir le droit fondamental à la santé, en particulier pour les populations les plus vulnérables vivant dans des zones rurales, reculées et défavorisées.

Dans le contexte actuel marqué par une détérioration significative de la situation sécuritaire nationale, affectant de manière transversale les départements du pays et entravant la mobilité des acteurs humanitaires, Zanmi Lasante se voit dans l'obligation de renforcer les mesures de sécurité liées aux déplacements de sa Direction Exécutive.

C'est dans cette optique que le présent projet vise la fourniture de services spécialisés de blindage, de renforcement mécanique et de mise à niveau sécuritaire d'un véhicule destiné aux déplacements officiels de l'Exécutif, afin d'assurer la protection des personnes, la continuité des activités institutionnelles et la supervision efficace des structures de soins et projets opérationnels.

B – DESCRIPTIONS FONCTIONNELLES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir de manière exhaustive :

- Les exigences techniques minimales et spécifiques,
- Les normes de sécurité et de qualité applicables,
- Les conditions administratives et contractuelles,
- Ainsi que les modalités de soumission, d'exécution et de livraison,

relatives à la prestation de blindage et de mise à niveau sécuritaire d'un véhicule Toyota Land Cruiser Prado, appartenant ou affecté à Zanmi Lasante.

L'ensemble des prestations devra être exécuté conformément aux règles de l'art, aux normes balistiques internationales reconnues et aux exigences opérationnelles propres à un environnement sécuritaire contraint.

1. PORTÉE ET PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS

Les prestations attendues dans le cadre du présent appel d'offres comprennent, de manière non exhaustive :

- Le blindage balistique intégral du véhicule,
- Le renforcement des éléments mécaniques et structurels impactés par l'ajout du blindage,
- L'installation de systèmes de sécurité passive adaptés,
- Les essais, contrôles de qualité et la livraison clé en main du véhicule prêt à l'emploi.

Toute prestation non explicitement mentionnée mais nécessaire à la bonne exécution du projet devra être intégrée dans l'offre du soumissionnaire.

2. OBJECTIFS DU PROJET

2.1. Objectif Général

Assurer la sécurisation optimale des déplacements officiels de la Direction Exécutive de Zanmi Lasante par le Blindage et le renforcement mécanique d'un véhicule dédié.

2.2. Objectifs spécifiques

- Réduire les risques sécuritaires liés aux déplacements inter-sites;
- Garantir la continuité de la supervision institutionnelle;
- Renforcer la capacité opérationnelle de l'organisation.

3. IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU VÉHICULE

- **Marque** : Toyota
- **Modèle** : Land Cruiser Prado
- **Moteur** : 1GD
- **Année** : 2025
- **Cylindrée** : 2 800 CC
- **Nombre de cylindres** : 04
- **Transmission** : Automatique
- **État** : Véhicule neuf ou en excellent état de fonctionnement

4. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DE BLINDAGE

4.1. Niveau de protection

- Niveau de blindage requis : B5+
- Le blindage doit être conforme aux normes balistiques internationales reconnues (EN 1063 / VPAM ou équivalent).

4.2. Étendue du blindage

- Protection balistique intégrale incluant notamment :
 - Habitacle
 - Portières
 - Montants
 - Toit
 - Cloison pare-feu
 - Plancher (selon standards B5+)
- Les matériaux utilisés doivent être certifiés et adaptés au poids et à la performance du véhicule.

5. PARE-BRISE ET VITRAGES BALISTIQUES

- Installation de vitrages balistiques B5+
- Garantie minimale de 8 ans sur les pare-brise et vitrages blindés (défauts, délamination, opacité).
- Les vitrages doivent conserver une bonne visibilité de jour comme de nuit.

6. SYSTÈME RUN FLAT

- Fourniture et installation de Run Flat niveau 4
- Capacité de rouler après perte totale de pression, conformément aux normes du blindage B5+.
- Compatible avec le poids total du véhicule blindé.

7. RENFORCEMENT MÉCANIQUE

- Amortisseurs renforcés (avant et arrière) ;
- Ressorts renforcés ;
- Silent blocs renforcés ;
- Ajustement de la géométrie si nécessaire.

8. SYSTÈME DE FREINAGE

8.1. Disques de frein

- Changement des rotors avant et arrière
- Disques ventilés haute performance, adaptés au poids du véhicule blindé

8.2. Plaquettes de frein

- Freins céramiques avant et arrière
- Haute résistance thermique
- Réduction de l'usure et amélioration de la distance de freinage

9. MODIFICATIONS MÉCANIQUES ET STRUCTURELLES

Toute modification apportée sous le véhicule (plancher, châssis, renforts, transmission, échappement, protection balistique inférieure, etc.) devra :

- Être clairement détaillée dans l'offre financière.
- Respecter les normes de sécurité routière.
- Ne pas compromettre la stabilité, la maniabilité ni la fiabilité du véhicule.

9.1 INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

En remettant son offre, le soumissionnaire accepte les conditions générales et particulières du présent cahier des charges comme seule base de cette procédure, renonçant à ses propres conditions.

Les soumissionnaires doivent soigneusement examiner et respecter toutes les instructions, conditions et spécifications contenues dans le présent Cahier des charges.

Toute offre qui ne serait pas conforme aux spécifications, documentations et conditions du présent Cahier des charges, ou qui ne serait pas remise dans les délais prévus, Zanmi Lasante se réserve le droit de la considérer comme irrégulière, nulle ou non avenue.

9.2. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation est ouverte à termes égalitaires à toute personne physique ou morale légalement enregistrée en Haïti ou à l'international, disposant les capacités juridiques, techniques et financières

requises, et pouvant démontrer une expérience avérée dans la fourniture de véhicules automobiles, notamment dans le secteur humanitaire ou public.

9.3 PRÉSENTATION ET SOUMISSION DES OFFRES

Les soumissionnaires devront soumettre un dossier complet comprenant :

- L'intitulé de l'appel d'offres: « **Projet de blindage d'un véhicule destiné aux déplacements de la Direction Exécutive de Zanmi Lasante.** »
- Le numéro de référence : [ZL_07-01-25BV-Cross Site/PIH](#)
- Les offres rédigées en langue française doivent être envoyées uniquement à l'adresse de courriel suivante: zllocalprocurement@pih.org, au plus tard le **27 Janvier 2026 à 4h PM.**

10. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS REQUIS à la soumission des offres:

- Offre financière en Gourdes ou en Dollars américains.
- Quitus ou Patente à jour de l'entreprise.
- Pièce d'identité valide du représentant de l'entreprise.
- Formulaire d'éthique signé (en annexe).
- Une proposition d'un calendrier prévisionnel de livraison des véhicules.

11. DOCUMENTATION ET LIVRABLES

Le soumissionnaire devra fournir :

- Un proforma détaillé, poste par poste
- La liste complète des modifications
- Les certificats de conformité balistique
- Les conditions de garantie (blindage, vitrages, suspension, freinage)
- Le délai d'exécution
- Le lieu d'exécution des travaux

12. EXIGENCES GÉNÉRALES

- Les travaux doivent être réalisés par une entreprise spécialisée et expérimentée dans le blindage de véhicules officiels.
- Le véhicule devra être livré clé en main, prêt à l'usage.
- Un contrôle de qualité et essai routier devront être effectués avant la livraison.

13. MODALITÉS DE LIVRAISON

13.1. Lieu de livraison : Dans le local de notre bureau, siéde au numéro 24, Rue Ogé, Pétion-Ville

13.2. Conditions de livraison

- Livraison complète dans un délai de 30 à 45 jours après validation du bon de commande.
- Inspection technique à la réception.
- Garantie constructeur minimale de 12 mois.

14. NOTATION DE L'OFFRE

<u>Critères/ Evaluation sur 10</u>	<u>Pondération</u>
Note offre technique	50%
Note offre financière	30%
Délai de livraison	20%

NB: Les soumissionnaires seront soumis à une vérification des antécédents (background check) à partir de la liste des sanctions américaines et de l'OFAC ([Sanctions List Search \(treas.gov\)](https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-List/Pages/default.aspx))

DECLARATION ETHIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

Date:

Appel d'offre N°:

Nom du soumissionnaire : _____

Adresse du soumissionnaire : _____

CODE DE CONDUITE :

1. Normes du travail

Les normes de travail de ce code sont fondées sur les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

- *L'emploi est choisi librement*

Il n'y a pas de travail forcé, en servitude ou non volontaire de prisonniers. Il n'est pas exigé par l'employeur de déposer de caution ni de papier d'identité de la part des travailleurs et ceux-ci sont libres de quitter leur employeur après un préavis raisonnable.

- *La liberté d'association et le droit à la négociation collective sont respectés*

Les travailleurs, sans distinction, ont le droit d'adhérer ou de fonder le/au syndicat de leur choix et de négocier collectivement. L'employeur adopte une attitude ouverte envers les activités légitimes des syndicats. Les représentants des travailleurs ne soient pas discriminés et peuvent s'acquitter de leurs fonctions de représentation au travail. Lorsque le droit à la liberté d'association et à la négociation collective est restreint par la loi, l'employeur doit faciliter et ne pas gêner le développement de moyens parallèles d'association indépendante et libre et de négociation.

- *Les conditions de travail sont sûres et hygiéniques*

Un environnement de travail sûr et hygiénique doit être fourni, en gardant à l'esprit les connaissances générales en ce qui concerne le secteur et tout risque spécifique. Des mesures adéquates doivent être prises pour prévenir les accidents et les atteintes à la santé découlant de, liés à, ou survenant au cours du travail, en minimisant, autant qu'il est raisonnablement possible, les causes des risques inhérentes à l'environnement de travail. Les travailleurs recevront des formations à la sécurité et à la sûreté régulières et enregistrées, et ces formations devront être répétées pour les nouveaux travailleurs ou ceux étant réaffectés. Un accès à des installations sanitaires propres, à l'eau potable et, le cas échéant, à des installations sanitaires pour l'entreposage des aliments doit être fourni. L'hébergement, lorsqu'il est fourni, doit être propre, sûr et répondre aux besoins de base des travailleurs. La société qui respecte ces normes doit attribuer la responsabilité de la santé et de la sécurité du personnel à un représentant de la direction.

- *Le travail des enfants doit être proscrit*

Il ne doit pas y avoir de nouveau recrutement d'enfant. Les sociétés devront développer ou participer ou contribuer aux politiques et aux programmes qui prévoient la transition d'un enfant trouvé en situation de travail pour permettre à lui d'assister et de rester dans un parcours d'éducation de qualité jusqu'à ce qu'il devienne adulte.

Les enfants et les jeunes de moins de 18 ans ne peuvent être employés la nuit ou dans des conditions dangereuses. Ces politiques et procédures doivent être conformes aux dispositions pertinentes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

- *Les salaires sont payés*

Les salaires et avantages sociaux versés pour une semaine de travail ordinaire satisfont, au minimum, les normes légales nationales ou de référence de l'entreprise. Dans tous les cas, les salaires devraient toujours être suffisamment élevés pour répondre aux besoins fondamentaux et fournir des revenus discrétionnaires. Tous les travailleurs doivent être munis d'informations écrites et compréhensibles sur leurs conditions de travail en ce qui concerne les salaires avant leur embauche, et sur les particularités de leur salaire pour la période de paie concernée, chaque fois qu'ils sont payés. Les retenues sur salaire comme mesures disciplinaires ne doivent pas être autorisées ni les retenues sur salaires non prévues par le droit national sans l'autorisation expresse et éclairée du travailleur concerné. Toutes les mesures disciplinaires doivent être enregistrées.

- *Les horaires de travail ne sont pas excessifs*

Les horaires de travail sont conformes aux lois nationales et aux normes industrielles, selon celles qui offrent la plus grande protection. En tout état de cause, les travailleurs ne doivent pas être tenus de travailler au-delà des horaires de travail locaux légaux sur une base régulière. Les heures supplémentaires sont volontaires, ne doivent pas dépasser les limites légales locales, ne seront pas exigées sur une base régulière et seront toujours rémunérées à un taux majoré.

- *Aucune discrimination n'est pratiquée*

Il n'y a pas de discrimination à l'embauche, la rémunération, l'accès à la formation, la promotion, le licenciement ou la retraite fondée sur la race, la caste, la nationalité d'origine, la religion, l'âge, le handicap, le sexe, l'état matrimonial, l'orientation sexuelle, l'appartenance syndicale ou l'affiliation politique.

- *Un emploi régulier est fourni*

Dans la mesure possible, le travail doit être effectué sur la base d'une relation de travail établie sur les lois et pratiques nationales. Les obligations envers les employés en vertu des lois de sécurité sociale ou du travail et des règlements découlant de la relation de travail régulière ne doivent pas être évitées grâce à l'utilisation de main-d'œuvre intérimaire, de sous-traitance ou de travail à domicile par arrangement, ou par le biais de programmes d'apprentissage où il n'y a pas de réelle intention de transmettre des compétences ou de fournir un emploi régulier, de même qu'aucune obligation ne doit être évitée grâce à l'utilisation excessive des contrats à durée déterminée d'emploi.

- *Aucun traitement cruel ou inhumain est autorisé*

Les sévices et châtiments corporels, la menace de violence physique, le harcèlement sexuel ou autre, et le harcèlement moral ou d'autres formes d'intimidation seront interdits.

B. Normes environnementales

Les fournisseurs doivent au minimum se conformer à toutes les exigences réglementaires et légales relatives aux impacts environnementaux de leurs activités. Des normes de performance détaillées sont du ressort des fournisseurs, mais doivent porter sur au moins les éléments suivants :

- *Gestion des déchets*

Les déchets sont réduits au minimum et les articles recyclés chaque fois que cela est possible. Des contrôles efficaces des déchets relativement à la pollution de la terre, de l'air et de l'eau sont adoptées. Dans le cas des matières dangereuses, les plans d'intervention d'urgence sont en place.

- *Emballages et papier*

L'utilisation excessive et superflue de matériaux est à éviter, et les matériaux sont recyclés lorsque cela s'avère approprié.

- *Conservation*

Les processus industriels et les activités sont surveillés et modifiés au besoin pour assurer la conservation des ressources rares, telles que l'eau, la flore et la faune et les terres productives dans certaines situations.

- *Consommation d'énergie*

Tous les processus de production et de livraison, y compris l'utilisation du chauffage, de la ventilation, l'éclairage, les systèmes informatiques et les transports, sont fondés sur la nécessité de maximiser l'utilisation efficace de l'énergie et de réduire les émissions nocives.

- *Mesures de sécurité pour le transport et la manutention des marchandises*

Tous les processus de transport et de manutention sont fondés sur la nécessité d'optimiser les mesures de sécurité et de minimiser les risques de blessure pour les bénéficiaires de ZANMI LASANTE et le personnel ainsi que les employés des fournisseurs ou ceux de ses sous-traitants.

C. Comportement commercial

La conduite du fournisseur ne doit pas violer les droits fondamentaux des bénéficiaires de ZANMI LASANTE.

Le fournisseur ne doit pas être engagé :

1. dans la vente d'armes
2. dans la vente d'armes à des gouvernements qui violent systématiquement les droits humains de leurs citoyens, ou là où il y a des conflits armés internes ou des tensions importantes, ou lorsque la vente d'armes peut compromettre la paix et la sécurité régionales.

D. Règle de passation des marchés et des réglementations ZANMI LASANTE

Les Fournisseur doivent se conformer aux règles de passation des marchés et réglementations ZANMI LASANTE définis dans le Manuel de Prcedure Administrative, Comptables et Financière Version révisée. En particulier, la politique d'achat de ZANMI LASANTE. (attribution du contrat). Ce faisant, les fournisseurs reconnaissent qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion mentionnées.

Principes de fonctionnement

La mise en œuvre du Code de conduite sera une responsabilité partagée entre ZANMI LASANTE et ses fournisseurs, informés par un certain nombre de principes de fonctionnement, qui sera revu de temps en temps.

ZANMI LASANTE :

1. Attribuera la responsabilité de veiller au respect du Code de conduite à un cadre supérieur.
2. Communiquera son engagement à mettre en œuvre le Code de conduite auprès des employés, des sympathisants et des bailleurs ainsi qu'à tous les fournisseurs de biens et services.
3. Mettra à disposition les ressources humaines et financières disponibles pour répondre à ses engagements pris, y compris la formation et des lignes directrices pour le personnel concerné.
4. Fournira des conseils et un soutien non financier raisonnable aux fournisseurs qui cherchent sincèrement à promouvoir et à mettre en œuvre les normes du Code de conduite dans leur propre entreprise et dans les chaînes d'approvisionnement pertinentes, compte tenu des ressources disponibles.
5. Adoptera des méthodes et des systèmes appropriés de surveillance et de vérification de l'exécution des normes.
6. Cherchera à maximiser les bénéfices tirés des ressources disponibles, par exemple en collaborant avec d'autres ONG, et en priorisant le traitement des cas les plus probables de non-conformité.

ZANMI LASANTE attend de ses fournisseurs que :

1. Ils acceptent la responsabilité des conditions de travail et environnementales dans lesquelles les services sont fournis par le fournisseur. Cela comprend tous les travaux sous contrat ou en sous-traitance ainsi que ceux menés par les travailleurs à domicile ou autres travailleurs externalisés.
2. Ils attribuent la responsabilité de la mise en œuvre du Code de conduite par un cadre supérieur.
3. Ils font une déclaration écrite d'intention concernant la politique de l'entreprise en ce qui concerne le Code de conduite et la façon dont celui-ci sera mis en œuvre, et en font part au personnel et aux fournisseurs ainsi que ZANMI LASANTE.

Les deux parties :

1. Exigeront la cessation immédiate des violations graves du Code et, lorsque celles-ci persistent, mettre fin à la relation d'affaires.
2. Chercheront à s'assurer que tous les employés sont conscients de leurs droits et participent aux décisions qui les concernent.
3. Éviteront toute discrimination à l'égard des entreprises des pays en développement.
4. Reconnaîtront la réglementation officielle et l'inspection des normes du travail, et les intérêts légitimes des syndicats et des autres organisations représentatives.
5. Recoureront à l'arbitrage en cas de différends non résolus.

Application de la déclaration de principe

L'impératif humanitaire est primordial. Lorsque la rapidité de déploiement est essentielle pour sauver des vies, ZANMI LASANTE achètera des biens et services nécessaires à partir de la source disponible la plus appropriée.

ZANMI LASANTE ne peut accepter ni les augmentations de coûts non maîtrisées, ni les baisses de qualité. ZANMI LASANTE accepte les coûts internes appropriés, mais travaillera avec ses fournisseurs pour parvenir à des normes éthiques dans la mesure du possible sans augmentation des coûts ni diminution de la qualité.

Je soussigné _____ accepte le Code de conduite ci-dessus et s'engage à respecter les normes du travail et environnementales spécifiées, à la fois dans ma propre société et celles de mes fournisseurs.

Nom & Poste du représentant autorisé du Soumissionnaire _____

Signature autorisée _____